

# Accord « sécurisation de l'emploi » : Sarkozy avait échoué, Hollande ne doit pas réussir

**Bulletin NPA Poissy – 23 janvier 2013**

**P**our juger la portée de l'accord entre le patronat et trois syndicats (Cfdt, Cgc, Cftc) il suffit de lire ce qu'en dit Patrick Bernasconi, qui dirigeait la délégation patronale : « **cet accord va permettre aux entreprises de gagner en compétitivité et d'atteindre le meilleur standard européen de flexisécurité** ». En contrepartie de quelques mesures dérisoires, le patronat gagne en effet le gros lot en matière de « flexibilité ».

## Tout bénéfique pour les patrons

Les employeurs gagnent d'abord un assouplissement des procédures de licenciement et plus de difficultés pour les salariés et les syndicats de les contester : au lieu de sécuriser l'emploi, l'accord sécurise le pouvoir de licencier. Cerise sur le gâteau, les salariés pourront se voir imposer la mobilité interne dans l'entreprise, sous peine de licenciement sec.

Pire encore, en cas de « graves difficultés » et moyennant l'accord des syndicats majoritaires dans l'entreprise, il sera possible de décider une baisse de salaire ou une augmentation du temps de travail en échange d'une « promesse » de maintien de l'emploi pour deux ans. Des salarié-es soumis au chantage permanent : c'est exactement la logique des accords « compétitivité-emploi » que voulait imposer Sarkozy.

## Surtaxation bidon des contrats précaires

Une grande « avancée » selon les syndicats favorables à l'accord. Surtaxation des contrats précaires ? Cela ne concernera ni l'interim, ni les CDD de remplacement, ni les contrats saisonniers. La surtaxation la plus élevée concerne les CDD de moins de un mois et ne coûtera aux patrons qu'environ 40€ pour un CDD de 29 jours. Comme arme dissuasive, on fait mieux ! Les patrons obtiennent en contrepartie une nouvelle aide pour l'embauche en CDI de jeunes de moins de 26 ans. Une aide qui devrait compenser globalement le coût de la surtaxation des CDD.

## Les fruits amers du dialogue social à froid

Pendant trois mois les dirigeants des principales centrales syndicales ont joué le jeu du « dialogue social » voulu par Hollande et son gouvernement. On savait pourtant d'avance qu'en l'absence de toute mobilisation, de tout rapport de forces, il y aurait des « responsables syndicaux



raisonnables » pour signer un accord favorable au patronat. Honte à ceux qui s'appuient sur des acquis dérisoires en matière de formation ou de chômage pour justifier leur signature !

Mais aussi, pourquoi avoir joué le jeu d'un dialogue social à froid, dont le résultat était couru d'avance ? Les directions de la CGT et de FO ont dénoncé à juste titre les signataires, mais maintenant il s'agit de construire enfin une mobilisation nationale pour contraindre le patronat à reculer. Et c'est

même de nouveaux droits en matière de sécurité de l'emploi qu'il faudrait gagner !

## Chez Renault, on voit déjà ce que ça donne

Renault veut arracher vite un accord, sinon c'est la menace de fermer deux sites... Leur volonté, c'est de fabriquer en France en 2016 autant de voitures qu'en 2011 (à condition que les ventes se maintiennent), –avec 25% de personnel de fabrication en moins (départs « volontaires » et pré-retraites), par des « mutualisation » de services, l'allongement du temps de travail avec gel des salaires et la mobilité obligatoire entre usines. 15 000 à faire le boulot de 20 000, c'est une hausse de productivité de 25% ! Certains syndicats ont quand même déjà le stylo sorti, moyennant de petits aménagements. Mais la colère ouvrière commence à se faire entendre...

## Trois mois pour reprendre l'offensive

F. Hollande s'est félicité de l'accord national, qui vient en plus des 20 milliards de réductions d'impôts déjà accordés. Sarkozy en avait rêvé, Hollande l'a fait ! Il veut transformer cet accord en loi dans les prochains mois. Le temps est compté pour mobiliser et empêcher ce recul sans précédent de nos droits sociaux. **Pourquoi ne pas préparer une immense manif nationale avant le vote au Parlement ?**

## Passer du « dialogue » à la « confrontation sociale »

Après cette négociation sur l'emploi, le gouvernement en prépare une sur les retraites et une sur le financement de la Sécurité Sociale. Des projets aussi inquiétants que sous Sarkozy sont dans les cartons : nouveau recul de l'âge de la retraite, nouvelles augmentations de la CSG, voire de la TVA.

**Il faut empêcher que cet accord soit voté par les députés !**

Contact : npa\_78 yahoo.fr Blog Automobile : www.npa-auto-critique.org Blog : http://npa.78.yvelines.over-blog.org  
Laisse ce tract là où tu veux qu'il soit lu. IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.

---

## GREVE A AULNAY, CRS PARTOUT !

Samedi, sans aucun doute à cause de la grève à Aulnay, la direction a décidé de faire produire ici coûte que coûte les C3 et DS3. Malgré les conditions climatiques difficiles, elle a imposé des heures supplémentaires. Mais tout autour de l'usine, il y avait de nombreux cars de CRS. C'est que vendredi, la visite du site de Saint Ouen par les grévistes d'Aulnay et le bon accueil qu'ils avaient reçu avait certainement inquiété en haut lieu.

Une fois de plus, quand les travailleurs réclament leur dû, l'Etat envoie ses forces de répression au service des patrons. Car **ils ne redoutent rien tant que la contagion de la grève d'Aulnay, pour nos revendications communes. Ils craignent la jonction avec les Renault, comme à Flins mercredi.**

Ils ne redoutent rien tant que des grévistes qui élisent démocratiquement leur comité de grève, choisi parmi les syndiqués et les non-syndiqués les plus dynamiques.

La preuve, c'est qu'en quelques jours de grève reconductible, ils commencent à obtenir des choses plus consistantes.

La preuve, c'est que la direction a tellement peur des grévistes qu'elle a lock-outé Aulnay !

---

## CADENCES : ON SERAIT PAS EN TRAIN DE SE FAIRE AVOIR, PAR HASARD ?

Avec le passage de 52 véhicules/heure à 37, on aurait pu espérer que le boulot serait moins dur. Mais ils ont profité de la baisse de production pour supprimer des postes et « rééquilibrer », comme ils disent. Et on se retrouve avec plus de gestes à faire et une surcharge un peu partout. Personne ne nous a consultés, évidemment. Les petits malins qui nous font ces coups là savent très bien ce qu'ils font : au début, ça gueule un peu, mais ils font le calcul qu'on va s'y faire. Vraiment, il n'y a vraiment aucune raison d'accepter de sacrifier notre santé pour les profits de PSA !

---

## DÉJÀ QUE DE RESTER BOSSER, C'EST DUR À AVALER !

La journée à rallonge, c'est dur. Avant, on avait quand même un sandwich et une boisson sucrée. Toujours mieux que les malheureuses petites madeleines et la bouteille d'eau de maintenant. Ce n'est pas avec ça que la pilule va passer !

---

## ILS NOUS SERRENT LA VIS, TOUJOURS UN PEU PLUS ...

Qui peut se vanter de ne jamais avoir eu de défauts? Sûrement quelqu'un qui ne sait pas ce que c'est que de passer une journée sur chaîne. Et là ça ne va plus du tout : avant, quand le chef nous faisait une remontrance en tête à tête, ça passait encore. Mais maintenant, ils se permettent de nous jeter ça en pleine face devant tout le monde, en réunion de prise de poste, en laissant planer une menace de sanction. Il y en a marre de leur tableau d'évaluation et de leurs « 5 S », tout ça pour monter de coefficient à la tête du client. Pour les calmer, il n'y a qu'un moyen : leur faire sentir qu'ensemble, c'est nous la force, pas eux.

---

### MANIF POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS



---

## MALI : INTERET DES PEUPLES OU DES TRUSTS FRANÇAIS ?

Le gouvernement a justifié l'intervention au Mali par le drame de la prise d'otages en Algérie. Mais au contraire, ce drame la condamne ! Comment croire que la guerre pouvait rester limitée au seul Mali ? Comment ne pas penser que les djihadistes feraient tout pour engluier le conflit dans l'impasse ? Comme en Afghanistan.

Le véritable enjeu de cette guerre n'est pas la lutte contre les pratiques barbares de groupes islamistes. Avec au moins 400 000€ par jour, on aurait pu en faire des routes, des puits, des dispensaires ! Mais la France vise d'abord le maintien de sa domination, l'uranium pour les centrales nucléaires et les parts de marché de ses grands groupes. La France porte une responsabilité dans le pillage des richesses, les pénuries, l'explosion des prix, la corruption, la dictature. Les immigrés maliens ici sont trop souvent dans les travaux les plus durs, sans papiers et sans droits. Les opposants là-bas sont maintenant muselés par l'état d'urgence. C'est au peuple malien de chasser les bandes islamistes armées qui veulent imposer leurs lois. Il n'y aura pas de solution démocratique sans que ceux d'en bas prennent leurs affaires en main